

emprunter à New York, chose qui serait peu probable advenant des directives fermes de la part du ministère des Finances ou de la Banque du Canada, il sera obligé d'expliquer à sa population pour quelle raison il rapporte 50 millions de dollars, qui vont rehausser la valeur du dollar canadien au détriment des compagnies auxquelles il fournit des fonds. Il faudra que nous envisagions, et que les partis en discutent entre eux franchement et à fond, une politique des ressources qui limiterait l'exploitation de celles qui ne sont pas renouvelables.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Kierans: Nous devons penser à les rationner et à les ménager. Nous devons comprendre que la demande ne tendra pas à disparaître, car ces ressources constituent les seuls biens au monde qui s'épuisent et dont dépend le développement de tous et de chacun, y compris les Japonais, les Américains et les Allemands. La qualité de nos ressources s'améliore avec les années, mais elles deviennent plus rares et plus précieuses avec le temps. Pourquoi sommes-nous si pressés de nous en défaire sans percevoir d'impôt ou en recueillir de profit lorsqu'elle ne nous appartient pas?

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Kierans: Ou bien il faut agir de la sorte ou bien exiger qu'une plus grande quantité soit traitée et transformée au Canada afin de créer les emplois que ces processus supposent.

Il nous faut stimuler notre économie avec autre chose que cette simple opération de sauvetage des entreprises les plus menacées. Nous devons la stimuler par des abattements fiscaux non pas semblables à ceux qu'imaginent les Américains ni à ceux que nous avons accordés au long des années à nos sociétés mais par des abattements fiscaux en faveur des économiquement faibles qui utiliseront immédiatement cet argent pour acquérir ce que nous produisons au Canada en fait de nourriture, de logements de toutes sortes, et de vêtements.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Kierans: Il faut remarquer que depuis 10 ans certains changements sont survenus presque imperceptiblement. Ils n'ont rien à voir avec un gouvernement quelconque. En 1961 et 1962, 35 p. 100 des recettes fiscales du gouvernement fédéral venaient des particuliers. A l'heure actuelle 41.4 p. 100 des recettes fédérales proviennent des particuliers et sont prélevées le jour même où ils reçoivent leur chèque. Par ailleurs, il y a 10 ans, 23.5 p. 100 de la totalité des impôts fédéraux provenaient des sociétés. Aujourd'hui, ce pourcentage est réduit à 19.5 p. 100 et diminuera davantage si nous acceptons d'adopter ce qu'on nous demande.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Kierans: Il y a encore une chose que j'aimerais signaler. Toute notre théorie économique repose sur le fait que les jeunes peuvent s'intégrer dans une économie, épargner, s'établir et continuer à progresser. Toute la politique fiscale actuelle vise à empêcher les jeunes de s'intégrer, à leur propre compte, dans quelque industrie que ce soit et la seule possibilité qui reste aux diplômés

d'université est de travailler dans des administrations publiques ou privées. S'il nous reste assez d'argent, nous pourrions l'utiliser à stimuler l'économie en améliorant les normes de vie de nos vieillards. Ils n'ont pas eu tous les avantages dont nous jouissons actuellement pour élever leurs enfants.

Des voix: Bravo!

● (4.40 p.m.)

L'hon. M. Kierans: Tout ceci va affaiblir la valeur du dollar; ceci m'amène au point que je veux faire ressortir, celui que j'estime le plus important. Les Canadiens ont toujours tiré un faux orgueil du fait que la valeur du dollar se situait près de celle du dollar des États-Unis. Je ne puis penser à un orgueil plus mal placé. La valeur du dollar constitue la valeur relative de deux devises qui mesurent les capacités de production de deux économies. Sans calomnier le patronat ni le salariat de notre industrie manufacturière, notre production ne peut atteindre les mêmes niveaux que ceux des États-Unis. Les industries américaines ont, au départ, un marché de 220 millions d'âmes tandis que les nôtres n'ont que 22 millions. Les États-Unis réunissent de vastes pools de capitaux tandis que le Canada en a beaucoup moins, parce que les Canadiens ont commencé à épargner seulement après qu'on a introduit l'impôt sur le revenu, et non avant, comme au temps des Harriman, des Rockefeller et des Carnegie. Il n'y a pas moyen de concurrencer avec eux; la différence peut s'élever jusqu'à 15 p. 100 exprimée en fonction de la production, non parce que nous sommes moins efficaces, moins productifs, moins enthousiastes qu'eux de 15 p. 100, mais tout simplement parce qu'il est beaucoup plus coûteux de conduire les affaires d'un pays plus grand que les États-Unis, étant donné qu'il faut diviser par 22 millions d'âmes plutôt que par 220 millions.

Il nous faut prendre conscience que nous sommes devant la même crise que M. Nixon. Pour la régler, il faudra une conférence—non seulement intergouvernementale—mais à tous les niveaux, entre les autorités fédérales et provinciales aussi bien qu'entre les syndicats et les entreprises. Les effets à long terme des mesures américaines seront inévitablement un plus grand protectionnisme et nous devons mettre au point une politique économique bien canadienne. Une telle politique ne réussira que si tous les éléments de la société canadienne coopèrent. Évidemment, elle doit être expansionniste et si nous faisons croire l'économie, si le dollar canadien perd de la valeur, nous irons à l'encontre de l'objectif que les États-Unis visent en imposant toutes ces nouvelles mesures. Nous devons tenir à ce que l'emploi soit notre objectif national et même si nous n'avons pas la même ferveur patriotique que le président Nixon dans ses critiques contre les personnages maléfiques de Zurich et les spéculateurs qui attaquaient le dollar américain, même si nous ne pouvons pas comme d'autres pays invoquer ce genre de sentiment national parce qu'il ne nous est pas naturel, il est des objectifs nationaux auxquels nous pouvons tous souscrire. Que d'autres appellent cela du nationalisme s'ils le veulent; je constate que la plupart des gens qui accusent les pays de poursuivre une politique nationaliste sont tout aussi nationalistes mais ils se disent animés de patriotisme.